

De fait, certains dirigeants israéliens considèrent que Jérusalem-Est est en train d'établir un précédent qu'ils aimeraient éventuellement étendre aux Arabes vivant dans le reste des territoires occupés.

« *Jérusalem-Est est le modèle : appliquez la loi israélienne et offrez en même temps l'option de la nationalité* », déclarait Moshé Arens, ministre sans portefeuille et l'un des leaders du Likoud.

Mais au lieu de se plier à l'autorité israélienne, les Palestiniens ont fait de leur secteur la capitale officieuse d'un mouvement nationaliste montant.

Contrairement au reste de la Cisjordanie soumise à l'application de la loi militaire, Jérusalem-Est fonctionne selon les statuts civils israéliens. Ces lois autorisent toute une gamme d'activités politiques et de libertés civiques inconnues durant la période du gouvernement jordanien et rares dans le monde arabe. Il existe des syndicats, des associations professionnelles, cinq quotidiens d'information et au moins deux grands hebdomadaires, des organisations estudiantines et une compagnie théâtrale. Mais la presse palestinienne est passée au crible par la censure militaire de façon beaucoup plus poussée que ne le sont les journaux israéliens ou étrangers, et les lois permettant des détentions administratives de six mois et d'autres restrictions peuvent être utilisées à l'encontre des activistes.

Il en résulte un processus d'édification d'une nation à Jérusalem-Est qui, comme le disent les habitants, est le fruit ironique de l'annexion de leur ville.

« *Nous avons développé le sentiment, l'amour et la sensibilité communautaire d'une identité politique que nous n'avions pas sous les Jordaniens*, déclare Sari Nusseibeh, professeur de philosophie islamique à l'université de Bir-Zeit. *Nous avons construit une infrastructure dans laquelle chaque aspect de la vie aide à jeter les bases d'un État futur.* »

Il s'ensuit que beaucoup de Palestiniens insistent sur le fait que les efforts déployés par M. Kollek pour intégrer les Arabes

dans le système politique de Jérusalem ont échoué. « *Pour moi, la frontière invisible existe toujours* », conclut Daoud Kuttab, le rédacteur en chef palestinien (...) d'un journal de la ville.

Glenn FRANKEL  
*The Washington Post*, 3 juin 1987.

## LE POUVOIR DES COLONS MILITANTS EST EN BAISSSE

C'était un incident comme il en arrive tous les jours en Cisjordanie occupée : un jeune Palestinien hostile lapidant un véhicule israélien de passage. Mais les colons juifs en colère décidèrent de se faire eux-mêmes justice. Cette nuit-là, cinquante hommes armés venant de Kiryat Arba — un bastion du Goush Emounim, le groupe de colons militants — ont fait irruption dans un camp de réfugiés palestiniens près de Bethléem. Tandis que l'un des « justiciers » bloquait la circulation, les autres faisaient voler en éclats les pare-brise des véhicules en stationnement, tiraient des rafales d'armes automatiques sur les habitations et s'en prenaient même aux soldats israéliens qui tentaient d'intervenir. Personne n'a été blessé, mais la semaine dernière beaucoup d'Israéliens fulminaient d'indignation à l'encontre des colons coupables de ces exactions. Le ministre de la défense, Yitzhak Rabin, qualifiait le raid de « *scandale de première* ». Et la presse israélienne tonnait contre ceux que le quotidien *Haaretz* qualifiait de « *Juifs fanatiques et assoiffés de sang* ».

Des mots durs. Mais, de fait, les temps sont durs pour les colons militants israéliens. Dans les années 70 et au début des années 80, les intégristes religieux en calotte, bardés d'armes automatiques, se sont multipliés en Cisjordanie occupée, construisant des colonies juives parmi les Arabes palestiniens et réclamant l'ancienne contrée biblique de Judée et de Samarie pour Israël. Personne — et pas même le gouvernement de Jérusalem — n'était en mesure d'entraver leur mouvement. Main-

tenant les colons voient leur pouvoir décroître. Le gouvernement, qui pendant un temps allouait généreusement jusqu'à 250 millions de dollars par an à l'implantation de colonies, a réduit ses engagements budgétaires à 150 millions de dollars par an. Les dirigeants du mouvement paraissent eux-mêmes divisés. Et les colons dans leur ensemble craignent d'être de plus en plus coupés de la communauté israélienne.

Plus que tous, les colons appréhendent la tenue éventuelle d'une conférence internationale de paix. Shimon Pérès, le ministre des affaires étrangères, s'efforce — avec quelques manifestations d'un soutien populaire en Israël — de récolter un tel assentiment. Pérès et d'autres estiment qu'un arrangement négocié pourrait résoudre pour le long terme l'inextricable problème palestinien, et réduire grandement l'éventualité d'une nouvelle guerre israélo-arabe. Mais pour le Goush Emounim, un accord de paix avec la Jordanie pourrait déboucher sur l'ultime cauchemar : l'ordre d'évacuer les colonies juives de Cisjordanie et de restituer la terre aux Arabes.

C'est justement pour contrer cette éventualité que Moshé Levinger, un rabbin messianique israélien, a fondé le Goush Emounim (le Bloc de la foi) après la guerre de 1973. Levinger et ses fidèles ont découvert un allié indéfectible en la personne de Menahem Begin, devenu premier ministre en 1977. En réponse aux demandes du Goush Emounim, le gouvernement du Likoud de M. Begin a alloué des fonds permettant ainsi l'implantation de plus de quarante colonies juives dans des zones déjà fortement peuplées par les Palestiniens. Jimmy Carter a qualifié ces colonies d'illégales et Ronald Reagan les considérait comme « *peu opportunes* ». Mais Begin et ses successeurs — Yitzhak Shamir tout comme Shimon Pérès — ont poursuivi l'implantation de colonies.

En l'espace de quelques années seulement, le Goush Emounim a contribué à modifier le paysage politique et démogra-

phique d'Israël. Au tournant des années 80, quelque trente mille disciples intégristes de Levinger s'étaient implantés en Cisjordanie — souvent de façon provocante, à proximité des villes arabes. Dans le même temps, le Goush Emounim contribuait à attirer quelque trente-cinq mille jeunes travailleurs israéliens dans les habitations bon marché mais attractives des cités-dortoirs construites en Cisjordanie à proximité de Tel-Aviv et de Jérusalem. Et vers le milieu des années 80, le parti Tehiya d'extrême droite qui apporte son soutien aux colons est apparu comme une des factions dont l'influence croissait le plus vite à la Knesset israélienne. « *Le Goush Emounim*, déclare Meron Benevisti, le plus qualifié des experts israéliens de l'occupation de la Cisjordanie, *a accompli en une décennie ce à quoi avait travaillé le mouvement des kibboutz pendant plus d'un demi-siècle.* »

Le Goush Emounim a commencé à perdre de l'audience il y a près de trois ans, quand des éléments extrémistes du mouvement se sont adonnés à la violence. L'émergence du soi-disant groupe de résistance juif — un groupe de terroristes qui ont mené des dizaines d'attaques contre les Arabes dans les territoires occupés — a terni l'image de marque du mouvement. En 1985, trois terroristes juifs d'extrême droite, dont le gendre de Levinger, Uzi Sharabaf, étaient condamnés à l'emprisonnement à vie pour avoir mitraillé des étudiants arabes sur le campus du Collège islamique à Hébron. Une réaction anticléricale en Israël a également joué en défaveur du Goush Emounim dont la majorité des membres sont des dévots. Au cours des deux dernières années, seules quatre cent trente personnes, adultes et enfants confondus, ont rejoint les colonies du Goush Emounim ; entre-temps, les communautés des cités-dortoirs de Cisjordanie ont vu leur population augmenter de treize mille personnes. « *Nos partisans étaient enthousiastes alors que nos adversaires étaient réservés*, indique Yoel Bin-Nun, un responsable influent du Goush

Emounim. *Maintenant, on assiste à un renversement du mouvement.* »

Confrontés à une baisse du soutien populaire, les dirigeants du Goush Emounim sont profondément divisés sur la stratégie à adopter. Les modérés, comme Bin-Nun, voudraient coopérer avec les dirigeants civils et militaires israéliens. D'autres, comme Daniella Weiss, la dérangeante secrétaire générale du Goush Emounim, penchent vers des solutions extrémistes. En avril dernier, Weiss, quarante-deux ans, mère de quatre enfants, prenait la tête de colons du Goush en armes dans une attaque de nuit contre la ville de Qalqiliya en Cisjordanie où des jeunes avaient jeté des pierres sur des véhicules israéliens. Après ces événements, elle ne manifestait aucun regret. « *Je ne me soucie pas de ce genre d'incidents mineurs* », insistait-elle. Mais récemment, d'autres dirigeants du Goush Emounim ont voté une motion préconisant que certains de ses pouvoirs lui soient retirés. Weiss est néanmoins restée hautaine. Après le raid sur Qalqiliya, elle a reçu des centaines de lettres de félicitations et des appels en provenance de tout Israël. « *Mes adversaires, dit-elle, ne réalisent pas combien d'Israéliens sont de mon côté.* » Combien exactement, personne ne le sait. Mais si des pourparlers pour la paix viennent jamais à aboutir, les dirigeants israéliens pourraient bien se retrouver en train de mettre au point une solution à l'amiable avec la Jordanie, alors même qu'ils seraient forcés de se battre avec les colons militants du Goush Emounim pour le contrôle de la Cisjordanie elle-même.

Angus DEMING et  
Milan J. KUBIC  
*Newsweek*, 22 juin 1987.

### UN PUISSANT LOBBY PRO-ISRAËLIEN COURBE POLITICIENS ET GÉNÉRAUX

Après avoir grandi et gagné en sophistication pendant plusieurs décennies, le principal lobby pro-israélien à Washington, l'American Israel Public Affairs Committee, est devenu une force majeure dans la définition de la politique des États-Unis au Moyen-Orient.

L'organisation, qui opère à partir de locaux étroitement gardés juste au nord du Capitole, a acquis le pouvoir d'influencer le choix par un candidat à la présidence de son équipe, de bloquer quasiment n'importe quelle vente d'armes à un pays arabe et de servir de catalyseur aux relations militaires intimes nouées entre le Pentagone et l'armée israélienne. Ses responsables sont consultés par les *policy makers* du Département d'État et de la Maison Blanche, par des sénateurs et des généraux.

Le comité, connu par son acronyme, AIPAC, est un lobby américain, pas un lobby israélien — il prétend que ses fonds proviennent de particuliers américains — et bénéficie de la large sympathie pour la cause israélienne répandue dans l'administration Reagan, au Congrès et dans l'opinion publique américaine. Aussi est-il arrivé au point de susciter l'envie des lobbies concurrents et d'empoisonner la vie des spécialistes du Moyen-Orient qui aimeraient resserrer les liens entre les États-Unis et les Arabes pro-occidentaux.

« *Il tend à fausser l'examen des problèmes* », dit un responsable du Département d'État. Dès lors, « *les gens ne s'attardent pas devant certaines options* ». Cela aboutit à restreindre les débats politiques internes de l'administration, et à empêcher même toute étude sérieuse des idées connues pour susciter l'anathème de l'AIPAC, comme la vente d'armes sophistiquées à l'Arabie saoudite ou à la Jordanie.

Un ancien responsable à la Maison Blanche sous Reagan donne toutefois un témoignage différent. Même si l'AIPAC représentait un facteur, « *aucune option*